

## Darfour (Soudan) : nouvelle donne pour une politique européenne de gestion des crises en Afrique

Les crises au Darfour et en Côte d'Ivoire, bien que l'engagement et le rôle de l'Union et de ses Etats membres soient très différents dans l'un et l'autre cas, sont également importantes du point de vue d'une politique européenne de gestion des crises en Afrique, qui se construit petit à petit et largement sur la base des expériences acquises.

L'UE suit de près l'évolution de la crise au Darfour. En même temps qu'elle appuie les efforts diplomatiques et la mission de l'UA au Darfour, l'UE mène un dialogue avec le gouvernement soudanais et les deux mouvements rebelles engagés dans le conflit, aussi bien qu'avec les autres acteurs extérieurs concernés, notamment les Nations unies et les Etats-Unis. L'UE mobilise ses différents instruments – politiques et diplomatiques, militaires et opérationnels, humanitaires et financiers – dans le but notamment d'appuyer les efforts de l'UA de résolution de la crise. L'UA y joue un rôle de médiateur, elle observe un accord de cessez-le-feu et, en octobre 2004, elle a décidé de renforcer et d'élargir sa mission au Darfour (de 390 à 3 320 soldats et policiers) malgré la réaction mitigée du gouvernement soudanais, qui a quelque peu résisté à un mandat et à une présence renforcés de l'UA et qui résiste toujours à une intervention internationale (autre qu'africaine).

L'engagement de l'UE pour une résolution de la crise au Darfour s'est traduit par les décisions et activités suivantes :

- 1) Financement et participation aux négociations, sous les auspices de l'UA, pour un accord de cessez-le-feu et les modalités du mécanisme de vérification.
- 2) Financement et participation à la mission d'observation de l'UA. La mission de l'UA est financée par la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique (12 millions d'euros en juin 2004 et 80 millions d'euros pour appuyer la mission élargie et renforcée de l'UA) avec des fonds provenant du FED. Dix observateurs militaires sont intégrés dans la mission de l'UA ; l'un d'eux est basé au siège de l'UA et aide l'organisation africaine pour les arrangements logistiques et la planification. Certains Etats membres de l'UE ont fourni un appui logistique (notamment en ce qui concerne le transport) pour permettre le déploiement rapide des forces de l'UA.
- 3) Appui et participation au processus politique pour la résolution du conflit, par le biais d'un dialogue avec les parties (le gouvernement et les deux mouvements rebelles soudanais) et l'envoyé spécial de l'UA. Un diplomate suédois s'est associé, en tant qu'expert de l'UE, à l'équipe internationale de médiation dirigée par l'envoyé spécial de l'UA.
- 4) Mission exploratoire (*fact-finding mission*) par une équipe d'experts de l'UE dans le but d'identifier d'autres formes d'appui à l'opération de l'UA au Darfour (notamment pour renforcer les capacités de la mission de police de l'UA).
- 5) Appui aux efforts de l'ONU et de son envoyé spécial, Jan Pronk, pour garantir que les parties s'engagent à respecter les engagements pris. La menace de sanctions reste une possibilité que l'UE n'exclut pas.
- 6) Appui financier. La contribution de l'UE concernant le Darfour représente à ce jour 367,8 millions d'euros : 94,425 millions d'eu-

ros viennent des fonds communautaires et 175,1 millions des Etats membres pour l'aide humanitaire ; 92 millions de la Facilité de soutien à la paix en Afrique et 5,7 millions des Etats membres pour la mission de l'UA au Darfour ; 575 000 euros proviennent des fonds communautaires (mécanisme de réaction rapide [RRM] et de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme) pour le financement du processus politique.

L'UA joue un rôle primordial de gestion et de résolution de la crise au Darfour et l'UE s'est engagée à appuyer tous ses efforts et à améliorer les capacités de l'organisation africaine. Il n'est pas exclu que l'UE s'engage au côtés de l'UA et sous la bannière de l'ONU dans une opération de maintien ou de rétablissement de la paix au Darfour, si l'UA le demande, bien que, pour le moment, le gouvernement soudanais refuse

toute intervention internationale autre qu'africaine. Certains Etats membres (notamment le Royaume-Uni) ont ouvertement manifesté leur disponibilité pour participer à une telle mission.

Suite à la mission au Burundi, reprise par l'ONU, la mission au Darfour est la deuxième mission majeure menée par l'UA. Au-delà de la gravité de la crise humanitaire, qualifiée de « quasi-génocide », c'est aussi la crédibilité politique de l'UA qui se joue au Darfour. Ni l'UA ni l'UE ne peuvent se permettre de laisser échouer la mission africaine au Darfour. L'UE est en train de beaucoup investir dans l'UA et le renforcement de capacités des organisations régionales et sous-régionales en Afrique. Un échec ne suffirait pas pour dire qu'une telle stratégie n'est pas valable, mais il serait également difficile d'éviter une mise en question qui entraînerait très probablement une révision des priorités de la politique européenne dans ce domaine.